

teur sont généralement inefficaces si des changements ne sont pas aussi apportés dans d'autres secteurs. La situation des travailleurs migrants constitue un nouveau défi lancé à l'OIT et à l'UNESCO. A ce propos, un groupe d'experts se réunira dans le courant du mois au siège de l'UNESCO pour élaborer un programme à long terme d'assistance aux travailleurs migrants et à leurs enfants dans le domaine de l'éducation.

49. Pendant la Décennie, l'UNESCO intensifiera, en consultation avec les mouvements de libération et sous la direction de l'Organisation de l'unité africaine, l'assistance morale et matérielle qu'elle apporte aux victimes des régimes d'Afrique australe dans le domaine de l'éducation et de la formation. Il est néanmoins indispensable de compléter ces efforts, nécessairement limités, en amenant le public à prendre conscience des effets du racisme sur la qualité de la vie

en Afrique australe. A cet égard, l'UNESCO se propose de poursuivre son programme de publications sur la situation en Afrique australe.

50. A la dix-huitième réunion de la Conférence générale de l'UNESCO, le plan ébauché pour la Décennie sera élaboré plus en détail. L'UNESCO se félicite de l'initiative qu'a prise l'Organisation des Nations Unies lorsqu'elle a lancé l'idée de la Décennie, car celle-ci donne à son programme sur la race et les droits de l'homme une intensité nouvelle, que lui confère le fait de savoir que les efforts déployés dans ses propres secteurs d'activité seront complétés et renforcés grâce aux efforts coordonnés de tous les autres organismes des Nations Unies.

La séance est levée à 17 h 40.

1985^e séance

Mercredi 3 octobre 1973, à 10 h 55.

Président : M. Yahya MAHMASSANI (Liban).

A/C.3/SR.1985

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (suite) [A/9003, chap. XXIII, sect. A.1 et A.2, et chap. XXX, sect. B; A/9094 et Add.1, A/9095, A/9139, A/9177, A/C.3/L.1995] :

a) **Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite)** [A/9003, chap. XXIII, sect. A.1, et chap. XXX, sect. B; A/9094 et Add.1, A/9177, A/C.3/L.1995]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. Mlle CAO PINNA (Italie) accueille avec satisfaction la partie du projet de programme relatif à une Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (A/9094, annexe I) concernant les recherches et études et, en particulier, les diverses études pilotes proposées à l'alinéa d du paragraphe 15 qui sont fort bien conçues. Ces études auraient une grande valeur scientifique et pourraient contribuer utilement, sur le plan des idées, à la mise en œuvre de l'ensemble du programme à tous les niveaux. Par conséquent, la délégation italienne estime que cette partie du programme devrait être adoptée et exécutée. S'il est vrai qu'au cours des dernières années l'Organisation des Nations Unies a de plus en plus insisté sur les activités éducatives, il n'en reste pas moins qu'aucun effort réel n'a été fait pour étayer ces activités par des études scientifiques. Les études entreprises récemment par l'UNESCO sont peut-être la seule exception à l'approche purement descriptive du problème du racisme et de la discrimination raciale qui a été adoptée aux Nations Unies, pour autant qu'elles ont porté sur les raisons profondes expliquant la persistance de ces fléaux et sur les meilleurs moyens de les éliminer.

2. Avant d'adopter le programme dans son ensemble, la Commission doit examiner la question de l'échelonnement de ses différentes parties; d'autre

part, au sein du Secrétariat le recrutement de consultants extérieurs et l'utilisation des centres de recherche existants doivent avoir priorité sur la création de postes d'administrateur supplémentaires. La délégation italienne souhaite en particulier que des sociologues et d'autres spécialistes des sciences sociales participent aux programmes dès son lancement.

3. En ce qui concerne la proposition énoncée à l'alinéa a du paragraphe 13 du projet de programme et tendant à ce que l'Assemblée générale convoque une conférence internationale sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui serait l'un des éléments saillants de la Décennie, Mlle Cao Pinna note que cette proposition semble surtout motivée par le souci d'assurer l'application universelle des résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur la discrimination raciale, l'*apartheid* et la décolonisation. Ces résolutions sont légion, mais nombre d'entre elles n'ont pas été adoptées à l'unanimité et de ce fait ne sont pas appliquées ou ne sont appliquées que partiellement. Rien ne prouve que la conférence proposée puisse renverser cette tendance. Pour qu'elle ait un effet réel sur l'opinion publique mondiale, il faudrait qu'elle soit conçue de façon plus audacieuse. La délégation italienne partage les vues exprimées par certains suivant lesquelles la Commission devrait s'efforcer de convenir d'une définition plus large et largement acceptable du mandat de la conférence; la définition du racisme et de la discrimination raciale figurant à l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale pourrait être un bon point de départ.

4. En ce qui concerne la proposition énoncée au paragraphe 18 du projet de programme tendant à ce que l'Assemblée générale nomme un comité spécial chargé de coordonner les programmes et d'évaluer les activités entreprises au cours de la Décennie, la délégation italienne estime que plusieurs organes de

l'Organisation des Nations Unies s'occupant des droits de l'homme, comme le Commission des droits de l'homme, la Sous-Commission de la lutte contre la discrimination et de la protection des minorités et le Comité social du Conseil économique et social, seraient parfaitement à même d'assumer ces responsabilités. On pourrait également envisager de créer un groupe de travail au sein d'un des organes existants. Mlle Cao Pinna propose, pour rassurer ceux qui craignent qu'il ne soit pas possible de consacrer assez de temps à l'exécution du programme, de faire figurer la Décennie à l'ordre du jour de l'un des organes existants ou de tous. La délégation italienne s'oppose aussi à la création d'un comité spécial parce que cette mesure irait à l'encontre du vœu général de voir augmenter le rôle du Conseil récemment élargi. Aux termes de la Charte, le Conseil est doté de pouvoirs uniques en ce qui concerne les activités de lutte contre la discrimination raciale; or, la seule fonction envisagée pour le Conseil au paragraphe 18 du projet de programme est de fournir "des renseignements pertinents". Enfin la création d'un comité spécial ferait peser des charges supplémentaires sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et alourdirait encore le calendrier trop chargé des réunions des organes des Nations Unies.

5. Mlle STOKES (Nouvelle-Zélande) dit que c'est à juste titre que la discrimination raciale est l'une des préoccupations majeures des Nations Unies. La délégation néo-zélandaise participera pleinement aux efforts déployés pour assurer le succès de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

6. Le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme donnera à chaque pays l'occasion de faire le point de sa propre situation raciale. La Nouvelle-Zélande a l'intention de renforcer sa communauté multiraciale et de veiller à ce que ses diverses communautés raciales et culturelles puissent vivre en bonne harmonie. La situation raciale en Nouvelle-Zélande, sans être parfaite, est toutefois très bonne. En juin 1973 un rapporteur spécial nommé aux termes de la résolution 8 (XXIV) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités¹ a été invité à se rendre dans le pays pour y examiner tous les aspects de la situation raciale. Le Gouvernement néo-zélandais attend les résultats de son rapport avec intérêt afin d'améliorer encore la situation. En demandant à la communauté internationale d'examiner sa situation interne, la Nouvelle-Zélande espère servir d'exemple à d'autres pays.

7. La délégation néo-zélandaise s'est également engagée à participer activement à la campagne visant à éliminer la discrimination raciale au niveau international. En 1973 le Gouvernement néo-zélandais a contribué au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe. Conformément aux résolutions des Nations Unies, le Gouvernement néo-zélandais a empêché une équipe de rugby sud-africaine sélectionnée sur une base discriminatoire de faire une tournée en Nouvelle-Zélande.

8. La délégation néo-zélandaise appuie la proposition relative à la Décennie de la lutte contre le racisme et la

discrimination raciale, mais souligne qu'il doit s'agir là d'un processus continu et non d'une action limitée à une seule décennie. En ce qui concerne le projet de programme pour la Décennie, elle tient à faire observer que d'une façon générale les propositions qui y figurent devraient être élaguées afin de ne pas faire double emploi avec les programmes et les activités de recherche existants des Nations Unies. Pour ce qui est du paragraphe 17 en particulier, la délégation néo-zélandaise accueillerait avec satisfaction la création d'un fonds international pour aider les peuples qui luttent contre la discrimination raciale et l'*apartheid* mais aimerait une définition plus précise des objectifs du fonds, afin d'éviter des chevauchements avec d'autres fonds des Nations Unies. Elle appuie la proposition énoncée au paragraphe 13 et tendant à convoquer une conférence internationale pour la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, mais estime que le mandat de la conférence doit être défini de façon plus précise dans le projet de programme; de préférence, il devrait être lié à l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

9. La délégation néo-zélandaise considère que le Comité social du Conseil économique et social est l'organe le plus approprié pour assumer la coordination des programmes et l'évaluation des activités dans le cadre de la Décennie.

10. M. POJANI (Albanie) dit qu'à plusieurs reprises sa délégation a condamné la discrimination raciale et l'*apartheid* qui sont des crimes contre l'humanité et constituent une violation flagrante des droits inaliénables de la personne humaine et des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. La lutte du peuple africain et des autres peuples du monde contre la discrimination raciale font partie de la grande lutte anti-impérialiste et anticolonialiste qui a l'appui et la sympathie de tous les peuples et pays épris de paix. Les décisions prises à la dixième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine tenue à Addis-Abeba en mai 1973 et par la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays non alignés tenue à Alger en septembre 1973 témoignent de cette solidarité.

11. La plupart des résolutions adoptées par les divers organes des Nations Unies pour condamner la discrimination raciale et l'*apartheid* et proposer des mesures destinées à éliminer toutes les formes de discrimination raciale se sont révélées inefficaces. Les forces impérialistes s'entêtent dans leur politique d'oppression et d'exploitation coloniale et raciste. Les régimes fascistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud intensifient cette politique, refusant ainsi de reconnaître les droits les plus élémentaires de la population non blanche. Ces Etats servent également de bases à partir desquelles l'impérialisme international combat les mouvements de libération nationale et les mouvements anticolonialistes de l'Afrique et sapent l'indépendance politique et économique des jeunes Etats africains. L'agression récente de la Namibie par la Rhodésie du Sud et les massacres perpétrés au Mozambique et ailleurs par les colonialistes portugais sont là pour le prouver.

12. Les puissances impérialistes, en particulier les Etats-Unis, continuent d'apporter un soutien politique, économique et militaire aux régimes racistes de

¹ Voir E/CN.4/1070, chap. XII.

l'Afrique du Sud et du Portugal, ainsi qu'à Israël et à d'autres régimes réactionnaires qui violent ouvertement les résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Loin de se décourager, les peuples africains et autres qui souffrent de la domination raciste et coloniale ont intensifié leur lutte résolue pour la liberté, l'indépendance nationale et le progrès social. La délégation albanaise félicite le peuple de Guinée-Bissau de la grande victoire que représente la création d'un Etat indépendant qui est l'aboutissement de sa lutte armée contre les colonialistes portugais. Cette victoire constitue un encouragement par tous les peuples qui luttent contre l'oppression coloniale et raciste. M. Potani espère que ces peuples réaliseront bientôt, eux aussi, leurs aspirations nationales légitimes et prendront le chemin du développement dans la liberté et l'indépendance.

13. L'Albanie appuiera toute mesure concrète tendant à promouvoir la lutte pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de l'*apartheid*. La délégation albanaise condamne énergiquement les puissances impérialistes qui appuient les régimes racistes de l'Afrique australe et du Portugal ainsi que les forces réactionnaires d'autres parties du monde. Le peuple albanais appuie fermement la lutte que les peuples de la Namibie, de l'Azanie, du Zimbabwe, de la Guinée-Bissau, de l'Angola et du Mozambique mènent pour se libérer du joug colonialiste et continuera d'offrir un soutien résolu à tous les autres peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance nationale.

14. M. PAPADEMAS (Chypre) réaffirme l'appui sincère et constant de son pays à toute action entreprise pour éliminer la discrimination raciale. L'appui que sa délégation a toujours apporté aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, notamment celles qui condamnent la discrimination raciale, est bien connu. La délégation chypriote a été parmi les premières à signer et à ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et elle a appuyé l'idée de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale que la Troisième Commission a examinée lors de la précédente session.

15. Il faut espérer que la mise en œuvre du projet de programme pour la Décennie contribuera largement à réduire la discrimination raciale dans le monde, en particulier en Afrique australe, où elle est totalement entrée dans les mœurs. Les mesures mises en œuvre devraient être assez souples pour s'appliquer à toutes les parties du monde, y compris celles où la discrimination est fondée sur des facteurs autres que la couleur de la peau.

16. Le succès du programme dépendra de la volonté dont les Etats Membres feront preuve pour en réaliser les objectifs et des moyens financiers disponibles pour sa mise en œuvre. La délégation chypriote se rangera à l'avis de la majorité sur la question de savoir si les travaux de coordination, d'examen et d'évaluation, ainsi que la rédaction de rapports, devraient être confiés à un nouveau comité spécial de l'Assemblée générale ou à un organe existant du Conseil économique et social. La délégation chypriote appuiera un programme qui sera doté des ressources nécessaires à son succès, ainsi que toute autre mesure conçue pendant la Décennie pour élargir le programme et assurer la participation de tous les Etats Membres et des institutions spécialisées. A cet égard, M. Papedemas félicite l'OIT et l'UNESCO pour les contributions qu'elles ont déjà faites et celles qu'elles ont annoncées. La délégation chypriote espère que le programme pourra être lancé à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

17. M. LÜTEM (Secrétaire de la Commission) appelle l'attention sur les suggestions concernant le projet de programme faites par l'Irak, les Philippines, la République arabe syrienne, la République socialiste soviétique d'Ukraine et l'Union des Républiques socialistes soviétiques et figurant dans les documents A/9094 et Add.1.

18. M. COSTA COUTO (Brésil) propose que la Commission suspende sa séance et poursuive l'examen des amendements proposés dans le cadre d'un groupe de travail officieux dirigé par le Président.

19. Le PRÉSIDENT dit qu'en l'absence d'objection il conclura que la Commission approuve la proposition du représentant du Brésil.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 11 h 40.